

CRÉE PAR DÉCRET PRÉSIDENTIEL LE 22 NOVEMBRE 2006

Deux années plus tard, l'Agence gouvernementale de lutte contre la corruption n'existe toujours pas !

Souvent dans ces colonnes, nous nous sommes interrogés si, en Algérie, il fallait avoir recours à une agence gouvernementale de lutte contre la corruption. L'explosion des affaires et l'échec de l'exécutif et des institutions de l'Etat à lutter efficacement contre la corruption peuvent justifier pareille initiative. L'Algérie, après avoir signé en décembre 2003 la Convention des Nations unies contre la corruption et après l'avoir ratifiée en avril 2004, a commencé à transposer en droit interne cette convention.

Le processus de cette transposition a été étrangement long : il a fallu attendre le 20 février 2006 pour qu'une loi de lutte et de prévention contre la corruption soit signée par le chef de l'Etat. Cette loi prévoit notamment la mise en place d'un organisme gouvernemental de lutte contre la corruption : encore une longue attente de 9 mois ! Le 22 novembre 2006, le président de la République signait un décret portant création de cette institution, décret paru le même jour au Journal officiel. Et puis plus rien. Deux longues années plus tard, jour pour jour, cet organisme n'a toujours pas été installé. En fait,

depuis la signature en décembre 2003 par l'Algérie de la Convention des Nations unies contre la corruption, et aujourd'hui, se sont écoulées 5 années ! Visiblement, au vu de l'absence manifeste de volonté politique du pouvoir à lutter contre la corruption — la non-installation de cette agence gouvernementale spécialisée en est une preuve supplémentaire —, nous pouvons considérer que la ratification par l'Algérie de la Convention des Nations unies contre la corruption est pratiquement caduque, voire nulle et non avenue. Cette rebuffade du gouvernement algérien s'est en fait déjà manifestée lors des

deux premières conférences des Etats-parties de la convention des Nations unies sus-citée (en décembre 2006 en Jordanie et en janvier 2008 en Indonésie), où il s'était ouvertement opposé à ce qu'il y ait des mécanismes internationaux, pilotés par les Nations unies, d'évaluation de l'application de la convention onusienne. Et pour cause, cette évaluation aurait démontré les résultats désastreux de la «politique» algérienne en matière de lutte contre la corruption.

Dans le prolongement de l'Observatoire de 1996 !

Faisons un bref retour en arrière. Après avoir dissous en 2000 l'Observatoire national de surveillance et de prévention de la corruption (ONSPC) créé par son prédécesseur — le président Zeroual —, l'actuel chef de l'Etat algérien se ravise en 2006, à la lumière de la ratification de l'UNCAC, en évoquant de nou-

veau — à travers la loi contre la corruption du 20 février 2006 — la création d'un organisme spécialisé, une sorte d'agence gouvernementale qui piloterait la lutte gouvernementale contre la corruption. Pour rappel, en mars 1996, reprenant une promesse du programme électoral du chef de l'Etat de l'époque, le gouvernement annonça l'installation d'un organisme chargé de la prévention de la corruption.

Cette initiative était déjà révélatrice à la fois de l'ampleur de la corruption en Algérie et de l'échec — voire de l'inertie — de la justice, notamment dans la lutte contre la corruption. En juillet 1996, l'Observatoire national de surveillance et de prévention de la corruption (ONSPC) fut créé par décret présidentiel. Son rapport annuel ne fut jamais rendu public : le décret de création de l'observatoire ne le prévoyait pas.

Placé sous la tutelle directe du chef du gouvernement, cet organisme, un de plus (un de trop), devait rester confiné dans l'ombre douillette du pouvoir et ne fera plus du tout parler de lui jusqu'à sa dissolution le 12 mai 2000, au même titre que d'autres institutions consultatives, sous prétexte que ces «excroissances de l'Etat, outre leur inutilité et la dilution des responsabilités qu'elles entraînent, se traduisent par des ponctions injustifiées sur les ressources

publiques», ainsi que le déclara officiellement le chef de l'Etat.

2^e anniversaire d'une agence morte à la naissance

Il est à craindre que nous nous retrouvions dans la même situation avec la création de «l'organe de prévention et de lutte contre la corruption» prévu dans la loi de prévention et de lutte contre la corruption du 20 février 2006 : annoncé comme étant «une autorité administrative indépendante», il est néanmoins placé sous la tutelle du président de la République ; son rapport annuel n'est pas rendu public ; et sa composition, son organisation et les modalités de son fonctionnement seront définies par voie réglementaire. Le décret en question du 22 novembre 2006 n'apporte rien de nouveau par rapport à la loi : l'agence n'est pas réellement indépendante, son rapport annuel n'est pas rendu public, elle ne peut pas saisir directement la justice et elle n'est pas ouverte au public. Deux années après la publication de ce décret au Journal officiel, cette agence n'a toujours pas été mise en place. Il est fort probable qu'à l'avenir, les puissants réseaux algériens de la grande corruption — s'ils n'ont pas déjà commencé à le faire — fêteront chaque 22 novembre l'anniversaire de cette agence mort-née.

Djilali Hadjadj

A QUOI PEUT SERVIR UNE AGENCE ANTI-CORRUPTION DANS UN ETAT DE NON-DROIT ?

L'impossibilité de la tâche dans le contexte algérien. Interrogeons-nous sur les conditions du succès ou de l'échec d'une telle institution, l'échec étant le plus souvent la règle dans la plupart des pays qui l'ont mise en place. La volonté politique est essentielle pour garantir le succès, l'indépendance de l'agence vis-à-vis de tous les pouvoirs étant la condition sine qua non de son efficacité. Sauf si créer cette agence répond uniquement à la seule nécessité de se conformer aux engagements liés à la ratification de la Convention des Nations unies contre la corruption, sans se soucier de son utilité.

Dans ce cas-là, un observatoire en aura caché un autre. Mais même ces engagements ne sont plus respectés par l'Algérie. Mais supposons un instant que le gouvernement algérien décide d'appliquer effectivement et sans plus tarder le décret présidentiel du 22 novembre 2006 portant création de l'organe gouvernemental de prévention et de lutte contre la corruption. Il serait erroné d'attendre qu'une agence puisse combattre la corruption en faisant cavalier seul. Elle doit avoir le soutien de tous les secteurs de la société, y compris le secteur public. Les ministères et autres institutions publiques, y compris la police, doivent apporter l'assistance nécessaire. L'agence doit poursuivre de

manière coordonnée trois approches : la prévention, l'investigation et l'éducation civique. La société civile et le secteur public doivent se rallier à ce combat et s'entraider. Les employés de l'agence doivent développer des compétences spéciales pour pouvoir enquêter et découvrir les paiements illégaux. La nomination des responsables de l'agence est une étape critique et il faut également s'assurer de garantir la sécurité de leur emploi pour faire en sorte que ceux en qui le public a confiance restent en place ; cependant, tout comme l'agence peut être manipulée par le gouvernement, elle peut également être utilisée comme une arme pour persécuter les opposants politiques. Même dans les cas où l'indépendance de l'agence est respectée et où elle est susceptible d'opérer librement, elle progresse difficilement. Il faut faire preuve d'imagination concernant la manière dont une agence forte et indépendante de lutte contre la corruption peut être amenée à rendre des comptes de son propre chef et la corruption minimisée au sein de l'organisation.

Impact négligeable dans la lutte contre la grande corruption

Malheureusement, les Agences indépendantes contre la corruption

sont souvent des échecs plutôt que des succès. Pour diverses raisons, elles ont réussi à Singapour, en Malaisie, à Taïwan et à Hong-Kong tout particulièrement.

Un élément est clair : dans chacun de ces pays, les Agences se sont vu accorder un grand soutien public et politique. Elles ont eu aussi des capacités de recherche adaptées à leurs besoins et ont adopté des méthodes d'enquête non seulement rigoureuses, mais aussi des programmes solides et créatifs de prévention et d'éducation publique. Toutefois, l'impact de ces agences dans la lutte contre la grande corruption reste négligeable. Même dans les cas où les agences sont bien nanties et créées sur la base de législations modèles, pour être totalement efficaces, elles doivent avoir recours à d'autres institutions. Si la législation est faible et imprévisible, les efforts visant à remédier au mal à travers le tribunal seront alors problématiques. En conséquence, dans les cas où la corruption est rampante, une agence indépendante de lutte contre la corruption ne pourra pas, à elle seule, apporter des éléments de réponse au problème, mais constituera un élément important d'un large programme d'action aux niveaux national et local.

D. H.

LA BANQUE PARIBAS ACCUSÉE PAR UN EX-CADRE AU PROCÈS «ANGOLAGATE»

Nom de code de la corruption : «graissage»

La banque Paribas, devenue BNP-Paribas, a organisé en connaissance de cause le financement de ventes d'armes présumées illégales à l'Angola de 1993 à 1998 et effectué la corruption d'officiels angolais, a affirmé au procès de l'affaire un de ses anciens cadres. A la 17^e audience du procès dit de «l'Angolagate», actuellement en cours, Jean-Didier Maille, un des 42 prévenus, a assuré que la corruption avait un nom de code à la banque, le «graissage». L'accusation soutient qu'il y a bien eu corruption de responsables angolais mais organisée directement par les vendeurs d'armes, non par la banque. Jean-Didier Maille cherche par ses accusations contre son ex-employeur, selon le parquet, à justifier le «graissage» dont il aurait lui-même bénéficié.

Le tribunal de Paris examinait une somme de 6,4 millions de dollars versée en 1995 par Pierre Falcone, principal acteur des ventes d'armes, sur un compte ouvert au Luxembourg par Jean-Didier Maille. Ce cadre de Paribas a organisé le montage financier des ventes d'armes, par lequel le régime angolais a gagé les paiements sur de futures recettes pétrolières. Jean-Didier Maille a assuré que son confrère de Paribas, Alain Bernard, qui travaillait aussi sur ce dossier, lui avait fait ouvrir le compte au

Luxembourg. «C'était un compte de passage pour le paiement de commissions à des Angolais. (...) J'ai été un prête-nom, j'ai servi de manière instrumentale», a-t-il dit.

A l'audience, le procureur a souligné que les vendeurs d'armes n'avaient aucun besoin d'intermédiaire pour payer les officiels angolais. Ceux-ci ont touché en effet directement, a montré l'enquête, 54 millions de dollars ainsi que des cadeaux en nature. Jean-Didier Maille ne serait donc pas crédible. «Des décideurs angolais, il y en avait plusieurs», a répondu ce dernier. Le président du tribunal lui a alors demandé : «Vous maintenez que tout le monde savait à Paribas ?» Il a répondu par l'affirmative. On parle de transactions de centaines de millions de dollars sur plusieurs années, a-t-il rappelé. «Que la direction générale de la banque ne soit pas au courant de telles affaires et de ses tenants et ses aboutissants, ça me paraît étonnant.» Aucun membre de la direction de BNP-Paribas n'était présent pour être entendu. A l'instruction, André Levy-Lang, ex-P-DG de Paribas, a assuré ne pas avoir été informé des ventes d'armes et estimé que la pratique de commissions versées à ses cadres à l'étranger était «inadmissible, contraire au règlement de la banque, à sa politique».

POTS-DE-VIN DANS LE COMMERCE DES ARMES EN FINLANDE

L'ancien P-DG de Patria placé en détention provisoire

Jorma Wiitakorpi, ancien P-DG du fabricant d'armes finlandais Patria, au centre d'un scandale de corruption pour obtenir des contrats en Slovaquie, et le directeur du marketing ont été placés en détention provisoire le 13 novembre 2008.

L'ancien PDG est soupçonné d'espionnage industriel et corruption : il avait démissionné en août. Il avait à l'époque farouchement démenti l'information selon laquelle Patria aurait versé des pots-de-vin pour obtenir le plus gros contrat militaire jamais accordé par la Slovaquie. En 2006, Patria avait remporté un contrat d'un montant de 278 millions d'euros pour la livraison de 135 véhicules blindés en 2013. Début septembre, la chaîne de télévision publique finlandaise Yle avait par ailleurs accusé le Premier ministre slovaque Janez Jansa d'avoir personnellement perçu des pots-de-vin, en relation avec ce contrat de 278 millions d'euros. M. Jansa avait alors catégoriquement démenti ces accusations.